

casques de ces moutons mérinos ne valent rien, et c'est une des raisons qui fait la rareté des moutons dans Ontario aujourd'hui, et les cultivateurs enlèvent les moutons de ce pays pour les transporter aux États-Unis. Prenez le cas du Collège Agricole d'Ontario. Nous voyons que la population du pays trouve à redire parce qu'ils vendent des moutons à la population des États-Unis au lieu de garder ici ces magnifiques sujets de race. J'ai été surpris d'entendre les honorables députés faire la différence entre la laine de rebut maintenant et celle d'autrefois. J'ai ici des statistiques concernant la laine de rebut fabriquée dans une institution de ce pays, et il y en a plusieurs autres. Je veux parler de la fabrique de lainages de Weston, située à sept milles à l'ouest de Toronto. Cette fabrique commença ses opérations en 1879; elle emploie environ 300 personnes, et fabrique des étoffes, des couvertures, des doublures, le tout étant le produit de chiffons. En 1879 elle importa des chiffons des autres pays, mais depuis ce temps elle n'en a pas importé; et elle n'en importe pas une seule livre aujourd'hui. Plus que cela, les propriétaires font des affaires pour plus de \$300,000 annuellement, avec les chiffons qu'ils achètent des pauvres gens et pour lesquels ils paient de 2 à 8 centins la livre. De plus, je vois qu'il y a des commerçants qui parcourent le pays, achètent les chiffons et les vieilles hardes; et en sus des 303 personnes que j'ai mentionnées, cette même fabrique donne de l'emploi à 70 ou 80 femmes ou filles à Toronto—filles qui, pendant que les honorables députés étaient au pouvoir, se rencontraient dans les salles de charité au lieu de gagner un salaire. Elle emploie de 8 à 10 chargements de wagons d'huile pour la laine dans ce pays, 600 ou 700 bariils manufacturés à London et à Pétrolia. Autrefois cela se faisait en Angleterre et était expédié dans ce pays. La laine de rebut d'Angleterre n'est pas meilleure que celle de ce pays, parce que les chiffons ne sont pas ramassés avec autant de soin. Il y a plus; à part de l'huile employée, elle emploie du savon pour la valeur de six à sept mille dollars par année, lequel est fabriqué dans ce pays. Je voudrais savoir d'où toutes les personnes que j'ai mentionnées tirent leur subsistance, sinon des cultivateurs du pays.

Avant la politique nationale ces sommes étaient perçues des cultivateurs de ce pays et envoyées aux pays étrangers pour payer le salaire des travailleurs chez les cultivateurs des autres pays, en sorte que, je dis que c'est un avantage pour les cultivateurs de ce pays, et les honorables députés ne peuvent pas sortir de là. L'honorable député de Charlotte (M. Gillmor) faisait une comparaison l'autre jour entre l'état de choses sous la politique nationale et sous le tarif des honorables députés de la gauche. Il dit qu'en raison de la politique nationale il était dépendieux de vivre dans ce pays, et qu'il avait lu qu'un enfant avait été enveloppé par sa mère et qu'ensuite elle l'avait couvert d'une porte ou de planches pour le tenir chaud. J'ai raison de croire que ce fait s'est passé quand le gouvernement grit était au pouvoir, et non pas depuis que la politique nationale est venue en force, parce que maintenant nous trouvons que ces filles peuvent gagner de quoi s'acheter des couvertures pour les tenir chaudement. Avant 1879, le prix des couvertures était de 42 centins la livre, mais depuis ce temps, depuis que ces établissements ont été mis en opération à Weston, elles se vendent 27 centins la livre, ou un peu plus de la moitié du prix que lorsque les honorables députés étaient au pouvoir. Cependant, parce que les cultivateurs ne reçoivent que deux centins de moins pour leurs laines, et achètent leurs étoffes à 25 centins la verge de moins, ils trouvent à redire. Pourquoi ont-ils les étoffes à meilleur marché? Parce qu'il y a plus de fabricants et que la concurrence parmi eux fait baisser le prix. Quand j'entends les honorables députés faire de semblables avancées devant cette Chambre, je les traite avec soupçon. L'autre soir un honorable député cherchait dans London une fabrique de prélarats qui est à Kingston, et parce qu'il ne la trouvait pas à London quand

elle était à Kingston, accusait la politique et disait qu'on ne pouvait se fier au livre bleu. Je n'ai aucun doute que ses arguments sont puisés à 200 ou 300 milles de là où ils devraient être. C'est tout ce que j'ai à dire sur cette question.

M. CHARLTON: J'opine que l'honorable député d'Essex (M. Wigle) est quelque peu à l'écart des honorables députés siégeant sur les banquettes du trésor, à propos de l'admission des chiffons en franchise. Je conclus qu'il considère une couverture de laine de rebut à 27 centins la livre comme étant de meilleure valeur qu'une bonne couverture toute laine à 45 centins la livre, et qu'il considère que le pays subira des pertes sérieuses si la politique d'admettre les chiffons en franchise n'est pas maintenue. Je me suis levé, cependant, pour dire quelques mots des remarques qui ont été faites par l'honorable député de Muskoka (M. O'Brien). Il nous a dit d'un grand sérieux, et en faisant cela il a pris une position tout à fait en désaccord avec celle de ses chefs il y a quelques années—il nous a dit que le bon sens nous enseignait que les gouvernements ne pouvaient rien faire pour influencer le prix du grain, des produits; ou la condition du commerce dans le pays. Eh bien, nous avons la déclaration formelle des chefs du parti maintenant au pouvoir, aux élections de 1878, que le gouvernement pouvait influencer la prospérité du pays et que le gouvernement pouvait influencer les prix. On assurait aux cultivateurs que les droits sur les céréales auraient pour effet d'en augmenter les prix; on leur assurait que comme résultat de leur politique ils auraient un marché local; on leur assura que les prix qu'ils recevaient pour les différentes productions du sol seraient augmentés de beaucoup en conséquence de l'adoption de leur politique. Sir Charles Tupper, en 1873, dit:

Les honorables députés devraient savoir que si les gouvernements sont bons à quelque chose, ils sont bons à augmenter la prospérité du pays au moyen d'actes du parlement, et de faire face aux difficultés dans lesquelles le pays se trouve au moyen de la législation.

Telle est la déclaration faite en 1878, et le même orateur déclara qu'il était possible de disposer les impôts du pays de manière à augmenter la prospérité du pays à un point suffisant pour donner au peuple les fonds suffisants pour payer les impôts, en disposant les taxes soutirées de leurs goussets.

M. O'BRIEN: L'honorable député me permettra-t-il de rétablir les faits. Je ne parlais pas du prix des grains en général ou du prix des produits agricoles en général, mais du prix du blé seulement, et du prix de la laine seulement—deux choses bien différentes.

M. CHARLTON: Il a soutenu que le tarif avait contribué à faire augmenter le prix du blé; et je conclus de ces remarques qu'il considère que dans le moment le prix du blé est plus élevé en Canada en conséquence de l'impôt qu'il ne le serait sans cela. Je prend la cote des marchés d'hiver et j'ose dire que l'enseignement qu'elle contient est le même que nous donnerait la cote d'aucun jour depuis 1879, quand le tarif devint en force. Qu'est-ce que la cote indique à propos du blé? Elle indique que hier, le blé du printemps n° 1 valait 92 centins à Buffalo, le marché correspondant à celui de Toronto, tandis qu'il valait 83 centins à Toronto, 9 centins de moins qu'à Buffalo, et que le blé du printemps n° 2 valait 84 centins à demande, à Chicago, un centin de plus qu'à Toronto, bien que Chicago soit à des centaines de milles plus à l'ouest. Voilà la morale de la cote d'aujourd'hui à propos du prix du blé, et voilà la morale de chaque jour durant les quatre ou cinq dernières années—que la politique nationale n'a eu aucun effet quelconque sur le prix du blé, qui a été relativement moins élevé au Canada que dans les marchés correspondants des États-Unis pendant que cette politique a été en force. Nous trouvons que l'avoine se vendait hier 67 centins à Toronto et 87 à Oswégo, ou 20 centins de plus l'autre côté du lac. Cependant les honorables députés promettaient que l'impôt